

## ACCA Perspectives commerciales

*L'ACCA est la voix des exportateurs agroalimentaires du Canada*

### L'ACCA de retour sur la Colline Parlementaire

Au cours du dernier mois marqué par les négociations sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), des événements au Parlement et une présentation auprès d'un comité, l'ACCA a également tenu son assemblée générale annuelle. Dans le cadre de leur réunion, les administrateurs de l'Alliance ont aussi pris le temps de rencontrer le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Lawrence MacAulay. Les membres de l'ACCA ont discuté avec lui de l'importance des exportations et des accords de libre-échange. Les discussions ont surtout porté sur l'ALENA, le PTP-11 et l'accord de libre-échange avec la République populaire de Chine.

La troisième ronde des négociations sur l'ALENA a commencé à Ottawa, et l'ACCA a continué à promouvoir vigoureusement l'importance de

l'ALENA pour les exportateurs canadiens de produits agricoles et agroalimentaires. À ce sujet, l'ACCA a notamment participé à une table-ronde sur l'ALENA avec le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Lawrence MacAulay, le secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères (Relations canado-américaines), Andrew Leslie. De plus, l'ACCA a coorganisé une réception à Ottawa avec la Chambre de commerce des États-Unis, ce qui a permis un réseautage entre intervenants canadiens, américains et mexicains. L'ALENA a été une énorme réussite, et les États-Unis demeurent le premier marché pour les exportations canadiennes, lesquelles ont dépassé 31 milliards \$ pour le secteur de l'agroalimentaire en 2016. L'ACCA soutient les démarches visant à maintenir le libre marché équitable auquel nous avons actuellement accès ainsi que les efforts déployés pour accroître la cohérence réglementaire entre les pays membres de l'ALENA.

### Présentation de l'ACCA au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire concernant l'étude sur la Politique alimentaire pour le Canada

Le 28 septembre dernier, l'ACCA a livré son point de vue devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire concernant l'étude de ce dernier sur la Politique alimentaire pour le Canada. La présentation de l'ACCA mettait l'accent sur l'importance des accords commerciaux et de libre-échange pour



Le ministre MacAulay (en avant, au centre) et (de gauche à droite) : Claire Citeau (ACCA), Gary Stordy (Conseil canadien du porc), Fiona Cook (Les Producteurs de grains du Canada), Bryan Walton (Association nationale des engraisseurs de bovins), Cam Dahl (Cereals Canada), Sandra Marsden (Institut canadien du sucre), Ron Davidson (Conseil des viandes du Canada), Catherine Scovil (Canadian Canola Growers Association), Michael Graydon (Produits alimentaires et de consommation du Canada)



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

- Lire la [présentation de l'ACCA au Comité](#), laquelle souligne la nécessité pour les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire de maintenir un accès concurrentiel aux marchés d'exportation.

### L'ACCA accueille un tout nouveau membre : Produits alimentaires et de consommation du Canada

Produits alimentaires et de consommation du Canada (PACC) est devenu membre de l'ACCA ce mois-ci en vue de joindre sa voix à celle de l'ACCA pour défendre vigoureusement les intérêts des exportateurs canadiens des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. PACC a été créé en 1959 et il s'agit du principal représentant de l'industrie canadienne des aliments, des boissons et des produits de consommation du Canada. L'organisme regroupe de petites et grandes entreprises qui fabriquent et distribuent des aliments au Canada, et qui représentent 28,9 milliards \$ du PIB canadien. Pour en savoir davantage sur PACC, consulter leur site Web [ici](#).

FCPC

Food & Consumer  
Products of Canada

PACC

Produits alimentaires et de  
consommation du Canada



### Suivi sur le commerce

#### Entrée en vigueur de l'application provisoire de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne

L'application provisoire de l'AECG est entrée en vigueur le 21 septembre dernier, marquant l'aboutissement de dix ans de travail visant à améliorer l'accès aux marchés européens pour les consommateurs et les exportateurs canadiens. L'Union européenne (UE) est le quatrième marché d'exportation de produits agricoles et agroalimentaires en importance pour le Canada et sa valeur atteignait 3,5 milliards \$ en 2016. L'entrée en vigueur de l'AECG constitue un moment marquant pour les secteurs de l'agroalimentaire, en raison de son potentiel d'accroître les exportations de ce secteur de 1,5 milliard \$ additionnels par année.

L'ACCA était présente à l'événement tenu au Port de Montréal en compagnie de représentants d'autres industries pour

souligner l'application provisoire de l'AECG. Le président de l'ACCA, Brian Innes, a déclaré : « Dans cette période où certains pays se replient sur eux-mêmes, il est indispensable que le Canada continue de négocier des accords de libre-échange comme l'AECG ». Bien qu'il reste des points à régler pour obtenir un plein



Négociateur en chef du Canada pour l'AECG, Steve Verheul (au centre) et, de gauche à droite : Brian Innes (Conseil canadien du canola), Sandra Marsden (Institut canadien du sucre), Catharine Scovil (Canadian Canola Growers Association), Claire Citeau (ACCA), Martin Rice (ACCA).

accès commercialement viable à l'UE pour certains produits agricoles canadiens, l'ACCA garde bon espoir que l'on remédie rapidement et équitablement aux enjeux en litige.

- Lire la [déclaration](#) de l'ACCA sur l'application provisoire de l'ACCA.

### Renégociation de l'ALENA : où en sommes-nous?

La deuxième ronde de renégociations de l'ALENA s'est déroulée plus tôt ce mois-ci à Mexico. Le dernier jour de la rencontre, le représentant au Commerce des États-Unis, Robert Lighthizer, a déclaré que les trois pays étaient parvenus à [un accord mutuel sur de nombreuses questions importantes](#). Bien qu'il y ait eu peu de discussions sur les points précis ayant progressé, les médias ont rapporté que ces points portaient sur [l'énergie, les télécommunications et l'investissement, l'amélioration des conditions pour les petites et moyennes entreprises et la rationalisation des procédures douanières](#). Toutefois, malgré les progrès réalisés, il demeure qu'aucune entente n'a été conclue sur bon nombre des questions les plus litigieuses.

La veille de la deuxième journée de ces pourparlers, [le secrétaire à l'Économie du Mexique, Ildefonso Guajardo, a déclaré](#) que si les États-Unis se retiraient de l'ALENA, l'accord resterait en place pour le Canada et le Mexique. Par la suite Ildefonso Guajardo a affirmé que ni le Canada ni le Mexique n'annonceront leur retrait (de l'ALENA), car ces deux pays souhaitent être régis par l'ALENA.

Poursuivant le rythme rapide des négociations, les trois pays se sont de nouveau réunis pour un troisième cycle à Ottawa, du 23 au 27 septembre. Les médias ont été nombreux à rapporter les [déclarations du négociateur en chef du Canada, Steve Verheul](#) à l'effet que les États-Unis doivent encore formuler des demandes précises concernant les conditions sur les règles d'origine reliées aux pièces d'automobiles, sur le secteur des produits laitiers ainsi que sur le chapitre 19 sur le règlement des différends, bien que ce soit là des priorités pour les États-Unis. S. Verheul a également montré certaines hésitations quant à la possibilité que les négociations se terminent avant la fin de l'année, une échéance souhaitée par le Mexique et les États-Unis. Il a suggéré qu'un règlement pour le printemps était plus réaliste. Le représentant au Commerce des États-Unis, Robert Lighthizer [a affirmé que les États-Unis pourraient peut-être présenter une version préliminaire](#) sur certains enjeux litigieux, y compris le règlement des différends, d'ici le prochain cycle de pourparlers.

Après la fin des discussions de cette ronde de renégociations, une [déclaration trilatérale](#) a été diffusée et on y soulignait que le chapitre sur les petites et moyennes entreprises était presque achevé, et que des progrès importants avaient été réalisés en ce qui a trait au chapitre sur la concurrence. La déclaration mentionnait en outre que des « progrès considérables » avaient été réalisés dans différents domaines, dont les bonnes pratiques de réglementation et la facilitation des échanges commerciaux, lesquels constituent des secteurs d'intérêt particulier pour l'ACCA. Les négociateurs se réuniront de nouveau à Washington D.C. du 11 au 15 octobre.

### Partenariat transpacifique (PTP)

Les représentants des pays du PTP-11 se sont de nouveau réunis ce mois-ci au Japon afin de poursuivre leurs travaux visant à trouver des mécanismes pour maintenir l'accord en l'absence des États-Unis. [Le négociateur en chef du Japon pour les pourparlers du PTP a déclaré que des progrès importants avaient été réalisés entre les participants, mais qu'il restait encore du travail à faire](#). Le Japon et l'Australie ont souligné la nécessité de ne pas discuter de modifications dans le cadre de la poursuite des négociations. Selon certains rapports, les négociateurs devraient [se réunir une autre fois en octobre avant le sommet de l'APEC en](#)



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

[novembre](#) dans l'espoir de réussir d'autres avancées avant ce dernier.

Dans le cadre de la poursuite de ces négociations, l'ACCA continue d'appuyer vigoureusement la mise en œuvre du PTP sans modifier les résultats négociés relatifs à l'accès aux marchés. L'accès difficile aux marchés japonais pour le Canada et aux autres pays membres du PTP-11 continue d'avantager ses concurrents et nuit au secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les exportations canadiennes de ce secteur vers les pays membres du PTP-11 ont atteint presque 7 milliards \$ en 2016, dont presque 4 milliards provenaient du Japon. Pour atteindre l'objectif de 75 milliards d'exportations agroalimentaires d'ici 2025, il est absolument nécessaire de conclure un accord de libre-échange avec le Japon.

- Le 30 septembre, le gouvernement du Canada a lancé des consultations publiques sur un accord de libre-échange avec des pays de l'Asie-Pacifique, et particulièrement avec les membres qui demeurent dans le PTP. On peut trouver [ici](#) des renseignements additionnels sur ces consultations.
- Lire [la lettre ouverte de l'ACCA au ministre Champagne](#), ministre du Commerce international, sur la nécessité pour le Canada de déclarer son appui au PTP et de le mettre en œuvre sans délai.

### **Le Canada et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ANASE) lancent des discussions exploratoires pour un éventuel accord de libre-échange**

Le Canada et l'ANASE ont annoncé plus tôt ce mois-ci qu'ils étaient parvenus à une entente pour [entreprendre des pourparlers exploratoires sur un éventuel accord de libre-échange](#). L'ANASE est une organisation régionale regroupant le Cambodge, Brunéi Darussalam, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Parmi ces pays, Brunéi, la Malaisie, Singapour et le Vietnam font aussi partie du PTP. Le commerce total des marchandises avec les pays de l'ANASE était évalué à 21,6 milliards \$ en 2016, mais environ seulement 1,34 milliard de dollars ont été générés par le commerce de produits agricole et agroalimentaires.

## **Dernières nouvelles**

### **L'AECG constituera une base pour un futur accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni**

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et la première ministre du Royaume-Uni, Theresa May, ont annoncé que les deux pays préparaient un accord de libre-échange qui entrerait en vigueur lorsque le Royaume-Uni se sera retiré de l'Union européenne. Dans la conférence conjointe tenue le 18 septembre dernier, le premier ministre Trudeau a déclaré que l'AECG serait une très bonne base pour tout futur accord de libre-échange avec le Royaume-Uni. La première ministre May [a réaffirmé son appui à ces remarques](#), signalant qu'il était logique que l'AECG, puisque le Royaume-Uni fait encore partie de l'UE, serve de base à une future entente de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni.

### **Au cas où cela vous aurait échappé....**

[La Chambre de Commerce des États-Unis s'oppose vigoureusement au retrait des États-Unis de l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud.](#)

[Le président américain Donald Trump peut-il retirer unilatéralement les États-Unis de l'ALENA? La réponse est complexe.](#)

[L'OMC a révisé ses prévisions économiques afin d'y inclure une accélération marquée de la croissance du commerce international, particulièrement attribuable à l'Asie et à l'Amérique du Nord.](#)

[Les États-Unis ont déposé une seconde plainte à l'OMC contre le Canada, sous prétexte que la Colombie-](#)



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

[Britannique applique des mesures discriminatoires contre le vin importé.](#)  
[L'exemption canadienne sur les frais de fumigation des légumineuses à grains est arrivée à terme, ce qui augmente les frais d'inspection d'environ 15 \\$ la tonne pour les exportateurs.](#)

[Les droits compensateurs contre le diésel de l'Argentine et de l'Indonésie imposés par le Département américain du Commerce pourraient faire augmenter la demande pour l'huile de canola canadienne.](#)

**Pour nous joindre :** [www.cafta.org](http://www.cafta.org) ou [info@cafta.org](mailto:info@cafta.org)

**Suivez-nous :** [@CAFTA\\_ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 